

**Intervention de Pierre-Alain Muet lors du débat d'orientation budgétaire,
Conseil Municipal de Lyon, 15 Novembre 2005**

Monsieur le Maire, mes chers collègues,

Puisque le DOB est aussi l'occasion d'évoquer l'environnement économique et financier national dans lequel s'inscrivent nos perspectives budgétaires, je voudrais souligner que nous vivons en France une situation surréaliste. Je ne parle pas de la situation actuelle dans les banlieues qui est dramatique, je parle de la situation économique et financière de notre pays qui n'est pas brillante.

Depuis 4 ans, le gouvernement affiche des prévisions de croissance optimistes qui sont systématiquement démenties par la réalité. 2,5 % en 2003 : cela a été 0,8 % , 2,5 % en 2004 cela a été 2,3 ; à nouveau 2,5 % en 2005, ce sera vraisemblablement que 1,5 % et à nouveau 2,5% en 2006, je crains que les instituts de conjoncture privés aient encore raison en 2006 et que la croissance ne soit guère supérieure à 1,8 %. Vous me direz qu'il y a une certaine continuité, mais une continuité dans l'erreur.

La première année on pouvait trouver cet optimisme sympathique. On pouvait se dire après tout le gouvernement faisait des prévisions optimistes parce qu'il était volontariste. Pas du tout, dès l'année suivante, on nous annonçait que la conjoncture mondiale n'était pas ce qu'elle aurait du être, et que notre pauvre pays devait se contenter d'une croissance plus faible. D'abord cela est faux, la conjoncture mondiale n'a jamais été aussi favorable que ces 4 dernières années (4 % par an). Ensuite si la France va mal, c'est parce qu'elle est mal gérée, ou plutôt, mais cela revient au même, parce qu'elle n'est pas gérée du tout. Car à qui fera-t-on croire que dans un pays comme le notre où l'ensemble du secteur public représente la moitié de la richesse nationale, l'état serait impuissant à agir sur la conjoncture nationale.

Quand on construit un budget sur des hypothèses de croissance que l'on est incapable d'atteindre, on se retrouve avec des recettes plus faibles que prévues et on est donc confronté soit à couper les dépenses, soit à augmenter les impôts, soit à laisser se creuser les déficits et l'endettement. Et bien c'est cette dernière solution

qu'a choisi le gouvernement depuis 4 ans. On pourrait appeler cela de la cavalerie, c'en est effectivement. Moi j'appelle ça une politique de l'insouciance qui reporte sur les générations futures les difficultés que l'on ne sait pas maîtriser dans le présent.

Et l'état ne se contente pas de reporter ses problèmes financiers sur les générations futures. Il les reporte aussi sur ses voisins, c'est à dire sur nous, collectivités locales. Cela passe par différents canaux, plus ou moins subtils : une décentralisation de compétences sans décentralisation de moyens financiers correspondants ; des dotations aux collectivités qui baissent en termes réels (c'est le cas pour notre ville de la Dotation globale de fonctionnement ou de la dotation de compensation de la taxe professionnelle), mais aussi en corsetant la fiscalité des collectivités. Et dans ce domaine il faut bien reconnaître qu'il n'y a pas de limite à l'inventivité du gouvernement. Il invente le bouclier fiscal qui peut peser sur la taxe d'habitation,. Il annonce une grande réforme de la taxe professionnelle qui après de long débat et de multiples consultations se résume ... à limiter cette taxe à 3,5 % de la valeur ajoutée des entreprises.

Bref l'état dépense sans compter et serre en contrepartie la ceinture des collectivités locales. Nous avons un état cigale, qui chante tout l'été et quand arrive l'automne, le temps des factures et du budget, qui puise dans les poches des fourmis – c'est à dire dans les poches des collectivités locales. Car les collectivités locales n'ont pas le droit de faire ce que l'état fait tous les jours depuis quelques années s'endetter pour financer ses dépenses courantes.

Cette politique d'insouciance n'est pas permise aux collectivités locales. Si elles dépensent beaucoup il faut qu'elles trouvent les moyens de financer leur dépenses. Certes il y a une forme d'insouciance qui consiste à ne pas maîtriser ses dépenses courantes et à augmenter régulièrement les impôts locaux pour équilibrer les comptes courants . C'est en partie ce qui se faisait dans notre ville sous les mandatures précédentes. Pour couvrir une hausse de 4 à 5 % par an en moyenne des dépenses courantes, les taux d'imposition ont été augmentés à 6 reprises de 1990 à 1998.

Il y a aussi une autre forme d'insouciance qui consiste, faute d'une épargne suffisante à financer ses investissements à crédit. C'est ce qui s'est passé dans la mandature précédente où la dette a doublé.

Or nous, nous n'avons cédé à aucune de ces facilités. Nous avons choisi de fixer une stratégie budgétaire sur l'ensemble de notre plan de mandat et de nous y tenir. Nous avons construit un plan de mandat ambitieux qui supposait que nous apurions le passé et que nous maintenions ensuite constant le taux d'imposition ce que nous avons fait. Nous avons également stabilisé notre dette en finançant notre investissement par nos ressources propres.

Et nous avons réalisé un plan de mandat ambitieux dont témoigne le montant d'investissement que nous réaliserons cette année (120 Millions) ou celui que nous inscrivons pour 2006, mais dont témoigne plus encore, toutes les réalisations et les chantiers que les Lyonnais voient tous les jours : à la cité internationale, sur les berges du Rhône, à la Duchère, à la fosse aux Ours et au Gros cailloux.

Il en est de même au confluent, dont on a tant parlé depuis des décennies et qui démarre de la meilleure façon puisque ce sera la première fois dans le développement de notre ville que les transports en commun auront précédé l'urbanisation. C'est un grand pas vers le développement durable et solidaire qui est en quelque sorte la marque de notre plan de mandat et dont témoignent également le développement de mixité sociale de nos quartiers ou la priorité donnée à l'éducation et à la petite enfance (800 places de crèche).

Car si notre maire Gérard Collomb, avec l'aide de son adjoint au finances Yvon Deschamp est attentif à bien gérer les finances de notre ville, c'est parce qu'il porte une vraie ambition pour Lyon.

Une ambition que le groupe socialiste au nom duquel je m'exprime partage et qui anime aussi tous les composantes de notre majorité.

Je vous remercie.